

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 16 juin 2025

Nos réf. : SAU/CL/MT n° 25-333

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VIVESCIA

3, Rue de la Gare - 10410 THENNELIÈRES

Code AIOT : 0005702091

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 mai 2025 dans l'établissement VIVESCIA implanté 3, Rue de la Gare 10410 THENNELIÈRES. L'inspection a été annoncée le 24 mars 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIVESCIA
- 3, Rue de la Gare 10410 THENNELIÈRES
- Code AIOT : 0005702091
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

VIVESCIA exploite sur le territoire de la commune de THENNELIÈRES un établissement soumis à autorisation. Plusieurs installations sont présentes : un silo vertical au régime de l'autorisation, trois cuves d'engrais liquide au régime de la déclaration, un séchoir au régime de la déclaration et un magasin d'engrais solide non classé.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Risque électrique	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	
8	Vérification des dispositifs de protection contre la foudre - Rapports de v	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22	Demande de justificatif à l'exploitant	
9	Limitation des effets dangereux	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10	APC	1 an

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Formation des personnels	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	Sans objet
2	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 23/03/2004	Sans objet
3	Analyse des événements précurseurs	Arrêté Ministériel du 23/09/2004, article 5	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 23/03/2004, article 11	Sans objet
6	Nettoyage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Sans objet
7	Suivi température	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits ne permettent pas de limiter suffisamment les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation. Aussi, il est proposé, à M. le Préfet de l'Aube, un projet d'arrêté complémentaire afin de prescrire des aménagements techniques limitant les effets dangereux. Par ailleurs, l'exploitant communiquera à l'inspection des installation classée les éléments permettant la réalisation d'un PORTER À CONNAISSANCE « RISQUES TECHNOLOGIQUES » de l'établissement VIVESCIA sur la commune de THENNELIÈRES.

Concernant les autres constats établis le jour de la visite, compte tenu de la proportionnalité des enjeux, aucune suite administrative n'est proposée concernant ces autres constats. Toutefois, l'inspection invite l'exploitant à justifier des caractéristiques de ses équipements permettant d'assurer la protection de ses silos et répondre dans les meilleurs délais aux non-conformités rapportées le cas échéant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation des personnels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Plan de formation
Prescription contrôlée : <i>« L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement. »</i>
Constats : L'animatrice Risques/Environnement présente le "passeport formation" que suivent les personnels. Il est composé de formations internes, de la formation "utilisation des produits phytopharmaceutiques" et du passage de l'habilitation électriques selon les personnels cibles. Les récapitulatifs des habilitations professionnelles et l'historique des formations suivies par ces personnes ont pu être consultés lors du contrôle. Ces documents n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2004
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : <i>« Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. »</i>
Constats : Les consignes de sécurité sont affichées dans les communs de l'installation et des consignes de sécurité synthétiques ont pu être également constatées dans les lieux fréquentés par le personnels. Les consignes concernent : <ul style="list-style-type: none">• les entreprises extérieurs (avec zonage - Zone ATEX 21 et 22.• le personnel avec des consignes internes / incendie / contact / point d'évacuation• l'accès et la sécurité• les procédures de nettoyage, de localisation des "ronds" et de gestion de la main courante.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Analyse des évènements précurseurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/09/2004, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse des évènements précurseurs
Prescription contrôlée : «L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. »
Constats : Depuis plusieurs années, l'exploitant a mis en place une interface pour communiquer avec l'ensemble de ses agents des « FLASH INFO SECURITE » sous forme de fiches illustrées présentant l'accident, ses circonstances, ses causes et conséquences, et les actions à entreprendre. Par ailleurs, l'exploitant archive et analyse les événements sur le logiciel PREVENTEO (constaté en visite).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Risque électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre électricité statique, courant vagabond, foudre.
Prescription contrôlée : « L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none">• l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;• l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ;• un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. »
Constats : L'exploitant déclare que la visite de contrôle a eu lieu le 13 mars 2025, sans pouvoir présenter de rapport complet cependant. L'exploitant déclare que le rapport de 2024 (incomplet sur certains point : foudre) est en cours de reprise par l'organisme de contrôle. L'exploitant présente une partie du rapport : Q18. Ce rapport ne conclut pas à des non-conformités. L'exploitant déclare qu'une prochaine visite aura lieu en juin 2025. A ce stade, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du suivi, du bon état et de la parfaite conformité aux règles en vigueur concernant la protection contre électricité statique, courant vagabond, foudre. Aussi, il est demandé à l'exploitant de réaliser dans les plus brefs délais, les actions de suivi et de vérification des dispositifs de protection contre l'électricité statique, le courant vagabond, la foudre. Les justificatifs seront tenu à dispositions de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2004, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>« L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</i></p> <p><i>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</i></p> <p><i>Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie.</i></p> <p><i>(...) »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté la présence</p> <ul style="list-style-type: none">➤ d'extincteurs répartis sur l'installation➤ une colonne sèche (vérifié 14 janvier 2025).➤ 1 poteau incendie à proximité du site : hors périmètre d'ensevelissement du silo avec débit à 102 m³/h et une pression 5,50 Bar. <p>En cas de besoin d'inertage du silo dû à une montée en température du stockage, l'exploitant déclare ne pas disposer en permanence sur site de bouteilles de gaz et fait appel à un prestataire extérieur.</p> <p>Au vu de la faible rapidité de montée en température d'un silo, l'inspection des installations classées ne formule pas de remarque concernant le choix de l'exploitant de faire appel à un prestataire extérieur pour assurer l'inertage de ses silos en cas de besoin. Elle rappelle qu'il est de la responsabilité de l'exploitant de s'assurer en tous temps de la disponibilité de l'exploitant et de ses capacités à intervenir.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Nettoyage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Nettoyage
Prescription contrôlée : <i>« Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler. La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Ces appareils doivent présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières. »</i>
Constats : L'exploitant a présenté la procédure qui définit les règles appliquées pour le nettoyage de l'installation. Cette procédure est basée sur le suivi de l'empoussièrement de marque au sol matérialisé sous la forme de rond jaune réalisés à chaque étage dans des endroits représentatifs, puis enregistrés dans la fiche de suivi. La présence d'un rond jaune visible a été constaté à chaque étage de l'installation. <i>PS : Lors de la visite, le regard présent dans la chambre à poussières ne dispose pas de grille de protection anti-chute de personnel. Aussi, il est demandé à l'exploitant, dans les plus brefs délais, de mettre en œuvre un système éliminant tout risque de chute d'un personnel.</i>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Suivi température

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi température
Prescription contrôlée : <i>« L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement. Des procédures d'intervention de l'exploitant en cas de phénomènes d'auto-échauffement sont rédigées et communiquées aux services de secours. »</i>
Constats : L'exploitant a présenté le logiciel de suivi en continu de la température des silos. Ce suivi est réalisé grâce à une supervision et l'alarme de température est calée sur la température 50°C.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Vérification des dispositifs de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des dispositifs de protection contre la foudre
Prescription contrôlée : <i>« L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. »</i>
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de « vérification complète foudre » en référence à l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié effectué suite au contrôle du 11 mai 2023. ainsi qu'un compte-rendu d'inspection visuelle réalisé le 14 juin 2024. La conformité de l'installation n'apparaît pas clairement sur ce point. L'exploitant déclare que la prochaine vérification est programmée en juin 2025. Aussi, il est demandé à l'exploitant de tenir à disposition de l'inspection des installations classées le compte-rendu de cette prochaine visite.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 9 : Limitation des effets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du Code du Travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.
Constats : Concernant le phénomène d'explosion au niveau des as de carreau, une solution envisagée reposait sur l'installation d'une surface soufflage complémentaire au niveau de la toiture des as de carreau, permettant de diminuer la pression en fin d'explosion et de réduire les zones d'effet. Cette solution apparaît techniquement impossible à mettre en œuvre. Par conséquent, VIVESCIA propose la solution compensatoire consistant en l'installation d'une paroi de découplage munie d'une porte entre les deux tranches de la galerie supérieure. De plus, le rapport d'analyse complémentaire des phénomènes dangereux issus de l'étude de dangers préconise la mise en place de surfaces soufflables au deuxième étage et d'un découplage au rez-de-chaussée. Aussi, il est proposé, à M. le Préfet de l'Aube, un projet d'arrêté complémentaire afin de prescrire ces aménagements techniques. Par ailleurs, l'exploitant communiquera à l'inspection des installations classées les éléments permettant la réalisation d'un PORTER À CONNAISSANCE « RISQUES TECHNOLOGIQUES » de l'établissement VIVESCIA sur la commune de THENNELIÈRES.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : projet d'APC